

Marquer l'histoire

LA POLITIQUE DE LA RÉUSSITE

par Paul Martin



15 novembre 2003,

Le gouvernement libéral actuel a été élu pour la première fois il y a dix ans. Au cours de la dernière décennie, les progrès du Canada ont été plus qu'impressionnants. Nous avons positionné ce pays pour un avenir brillant. Il est maintenant temps de passer à la prochaine étape.

La mission fondamentale de ceux qui se sont consacrés à la vie publique est de mobiliser la volonté nationale pour l'atteinte de grands objectifs publics. Ce document, qui énonce des objectifs généraux pour le Canada, constitue une étape de ce processus. Plus important encore, il affirme que nous devons changer la façon dont le gouvernement fonctionne parce que, aussi importants que sont nos objectifs, nous ne pourrons les atteindre que si, en tant que pays, nous le faisons ensemble.

Alors que nous entamons une période excitante de changement et d'opportunités, j'espère que les idées énoncées ici nourriront un débat sain et vigoureux sur l'avenir de notre pays. Il ne doit cependant y avoir aucun doute sur l'objectif ultime : un Canada qui saisit cette période pour marquer l'histoire; qui le fait en réalisant de grandes choses et ainsi bâtir les fondations pour les générations à venir.

Bien à vous,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Paul Martin', written in a cursive style.

L'honorable Paul Martin, C.P., député



Marquer l'histoire

LA POLITIQUE DE LA RÉUSSITE

Après des années parfois difficiles, les Canadiens et Canadiennes sont saisis d'un nouvel élan de confiance. Nous avons devant nous, pour la prochaine décennie, une occasion inouïe : la possibilité de transformer les gains que nous avons réalisés récemment en une prospérité nouvelle, une sécurité accrue et des opportunités emballantes.

En bref, le Canada peut atteindre des sommets inégalés au 21^{ème} siècle. À condition de faire ce choix. À condition de se départir du cynisme qui afflige notre processus politique. Et à condition que nous nous serrions les coudes en tant que pays, attachés à une cause et une détermination communes.

Rallier le pays pour lui permettre de réaliser ses ambitions. Montrer la voie à suivre. C'est ce que je veux faire. Pourquoi? Parce qu'au cours des prochaines années le Canada pourra marquer l'histoire.

- Paul Martin, April 27, 2003



I. Opportunité et défi

Nous vivons une période aux perspectives inouïes : après une décennie de sacrifices et de revirements réussis, le Canada a devant lui la chance de marquer l'histoire.

Des circonstances comme celles-là créent des opportunités qui peuvent être saisies dans un effort conscient et délibéré pour s'assurer d'un meilleur avenir. C'est une question de volonté politique - les choix d'un peuple et de ses leaders de profiter d'une conjoncture historique pour apporter un changement transformateur. Nous avons besoin de leadership pour accroître la nouvelle confiance que ressentent les Canadiennes et les Canadiens et pour saisir les nouvelles possibilités qui sont devant nous.

Cette période nous place devant deux choix. L'un d'eux consiste à ne rien faire et espérer que les tendances externes des progrès technologiques, de la croissance économique et du développement international entraîneront le Canada avec elles dans un avenir rapproché. L'autre choix est que les Canadiennes et les Canadiens empruntent un parcours beaucoup plus ambitieux pour se rendre à une destination qui se situe au-delà de celle que nous pourrions atteindre en nous laissant simplement porter par la vague.

Le Canada est à un tournant de son histoire et il a devant lui une opportunité extraordinaire. Nous devons nous attaquer aux véritables enjeux. Cela signifie faire de véritables progrès en traitant de trois impératifs :

- Renforcer les fondations sociales de la vie canadienne.
- Construire une économie du vingt-et-unième siècle.
- S'assurer que la place du Canada dans le monde en est une d'influence et de fierté.

Afin de réaliser tout cela, nous devons entreprendre de faire les choses autrement. Ce document présente, de façon générale, ces objectifs et la nouvelle approche politique nécessaire pour les réaliser.

Je crois que nous pouvons, et que nous devons, choisir ce parcours, un parcours voué au succès : renforcer les fondations sociales de la vie canadienne, construire une véritable économie du 21^{ème} siècle, et s'assurer que la place du Canada dans le monde en est une d'influence et de fierté. Nous devons nous attaquer aux véritables enjeux. Et, pour réussir, nous devons le faire autrement.

L'histoire du Canada montre qu'il est possible d'emprunter cette voie, que la volonté nationale peut, en fait, transformer des circonstances inouïes en changement transformateur. Nous avons déjà connu de telles occasions - et pris de telles décisions - au cours de notre histoire. Le Canada est né dans une période semblable, à la fin des années 1860.



À l'époque, trois développements externes sont survenus - le changement de la configuration politique de l'empire britannique et des États-Unis, le courant intellectuel du nationalisme libéral, et les nouvelles technologies des chemins de fer et de la télégraphie - et ont ensemble créé une occasion favorable sans précédent pour construire rapidement et efficacement un pays dans la moitié nord de ce continent. Cette chance a été saisie par des leaders politiques de génie, comme Macdonald, Cartier et Brown, et par les millions de Canadiennes et de Canadiens qui les ont appuyés dans leur entreprise. Ensemble, notre pays a fait le choix de marquer l'histoire. Un moment semblable s'est présenté dans la période suivant la Seconde guerre mondiale, lorsque le défi était de reconstruire un monde détruit par les conflits, et de réunir une société déchirée par la Dépression économique de l'avant-guerre. Encore une fois, un choix a été fait et une chance a été saisie par une génération de grands leaders politiques et par des millions de citoyens déterminés et visionnaires à travers le pays. Et ils ont marqué l'histoire.

Un moment semblable
s'est présenté dans la
période suivant la
Seconde guerre mondiale

OPPORTUNITÉS : UNE PÉRIODE PROPICE

Il y a peu de doute à l'effet que nous soyons, encore une fois, à l'aube d'une période aux perspectives inouïes. L'économie du Canada a pris un tournant au milieu des années 1990 et, depuis, est l'une des plus performantes du monde développé. Cela nous place dans une excellente position pour tirer avantage de la prochaine grande vague de transformations technologiques qui se prépare autour du globe. Comme les découvertes dans les technologies de l'information et des communications ont propulsé l'économie des années 1990, la première décennie du 21^{ème} siècle sera le témoin d'un avancement technologique rapide non seulement dans ces domaines mais aussi en biotechnologie, en technologie environnementale, en nanotechnologie et d'autres technologies que nous ne pouvons pas encore prédire. Ces progrès nous amèneront dans un monde que nous pouvons à peine imaginer. Si nous prenons les bonnes décisions, ils transformeront la vie quotidienne pour le mieux. La prospérité qui découlera de la maîtrise de ces progrès soutiendra une qualité de vie pour les Canadiennes et les Canadiens qui fera l'envie du monde.

Incidentement, nous nous trouvons aussi dans une période où les obstacles traditionnels à la réussite du Canada - les pierres d'achoppement sur lesquelles nous avons trébuchés encore et encore - sont devenus moins problématiques. Pour la première fois depuis 1994, le gouvernement du Québec désire promouvoir les aspirations légitimes du Québec au sein de la fédération, et non en opposition à celle-ci. Dans l'Ouest du Canada, de nouvelles voix se font entendre clairement : l'Ouest veut participer. Pour ne citer qu'un exemple de cette dynamique exaltante, l'Alberta rejette nettement la notion de construire un « mur pare-feu » autour de la province. Elle cherche plutôt à exercer une influence à la mesure de sa taille et de ses réussites passées. Il est primordial qu'Ottawa réponde à ces changements en changeant aussi sa propre attitude. À travers le pays, dans chaque région et à Ottawa, une nouvelle garde



prend d'assaut la scène politique – une garde qui a atteint l'âge de la majorité politique depuis les batailles constitutionnelles des années 1970 et 1980. Ces facteurs contribuent à rendre notre problème perpétuel – incluant le lien unique au Canada de discordes régionale et de chamaillerie intergouvernementale qui, même si ses origines peuvent être compréhensibles, est toujours pernicieux dans ses conséquences – moins menaçant qu'il ne l'a été pendant près de quarante ans.

Une grande partie de cette dynamique complexe a été enrayée par la confiance et la fierté croissantes que les Canadiennes et les Canadiens ressentent par rapport à qui ils sont. Le vieux problème de l'insécurité de l'identité canadienne nous a souvent amenés dans un cul de sac politique, alors que nous devons faire un choix déchirant entre nos diverses origines et le projet canadien que nous cherchons à construire. Aujourd'hui, nous savons qui nous sommes. Une nouvelle attitude s'installe, une attitude plus conforme à notre diversité, notre dualité linguistique, notre société pluraliste, en fait à toute l'expérience que nous avons amenée plus loin que tout autre pays dans le monde. De cette nouvelle conscience de nous-mêmes, plus assurée, naît la possibilité exaltante pour les Canadiennes et les Canadiens de travailler ensemble comme jamais auparavant.

... une génération de
mauvaise gestion des
finances publiques a été
réglé avec succès ...

Enfin, un problème canadien plus récent, une génération de mauvaise gestion des finances publiques, a été réglé avec succès grâce aux sacrifices de toutes les Canadiennes et tous les Canadiens. Prudence, frugalité et responsabilité collective ont été reconfirmées comme étant au cœur des valeurs canadiennes. Les gouvernements demeurent déterminés à vivre selon leurs moyens.

En somme, le Canada est en bonne position pour marquer l'histoire.

DÉFIS : DE CE QUE NOUS POUVONS FAIRE À CE QUE NOUS DEVONS FAIRE

Rien n'est immobile. Le statu quo n'est pas une option viable pour le Canada. Elle ne l'est certainement pas pour moi.

Si nous échouons à saisir cette occasion, ce ne sera pas la fin du monde; les gens continueront à vivre leur vie. Les conséquences ne seraient pas cataclysmiques mais, cela étant dit, au lieu du parcours espéré vers les sommets qui, je crois, sont à notre portée, nous serions confrontés à un sentiment de vacuité triste et grandissant au cœur du projet canadien. Le processus actuel, qui est déjà allé trop loin, continuerait : la croissance du cynisme quant à l'habileté du Canada d'accomplir de grandes choses en tant que pays,



l'abandon de l'idée d'un objectif commun et le retrait des citoyens de l'engagement public. Nous devons tout faire pour que cela ne se produise pas. Les Canadiennes et les Canadiens ne sont pas égoïstes. Nous croyons en notre pays. Nous voulons que le Canada agisse comme ils savent qu'il peut le faire; appartient maintenant aux leaders politiques de concrétiser la volonté nationale des Canadiennes et des Canadiens.

L'impératif de faire en sorte que le Canada fonctionne pour les Canadiennes et les Canadiens n'est toutefois pas le seul défi qui nous motive à emprunter la voie la plus ambitieuse. Dans notre monde, trois réalités inexorables nous motivent à prendre notre avenir en main : l'intensité de la concurrence internationale, les défis émergents à l'ordre mondial, et l'impératif moral de la justice.

Premièrement, la concurrence internationale dans un monde petit et interdépendant signifie qu'un pays ne peut se faire d'illusions sur lui-même. Que le Canada tire avantage ou non des opportunités qui sont devant nous, d'autres le feront. S'il arrivait que nous ne saisissions pas les opportunités, nous nous trouverions à la remorque d'autres pays. Et nous le saurions. La vérité nous sauterait aux yeux à chaque voyage, à chaque visite d'un étranger, à la télévision ou sur un site Web d'autres pays. Nous ne devons pas laisser cela se produire.

Deuxièmement, l'ordre mondial change. Ce n'est pas encore la fin de l'histoire dans les affaires du monde. Dans 20 ou 30 ans, les États-Unis ne seront probablement plus seuls à occuper la position qu'ils occupent aujourd'hui dans le concert des nations. D'abord la Chine, puis peut-être l'Inde et d'autres émergeront comme de grandes puissances économiques. Nous faisons donc face à un choix et il faut le faire maintenant : nous devons nous engager à approfondir et élargir les structures intellectuelles, légales et institutionnelles de l'ordre multilatéral basé sur la règle de droit. Nous devons nous assurer que les institutions mondiales des décennies à venir seront baignées par les valeurs universelles que les Canadiennes et les Canadiens chérissent - liberté, démocratie, égalité des chances et justice. Nous devons établir les règles du jeu économique mondial maintenant, et le faire de façon durable, en amenant les joueurs clés, ceux d'aujourd'hui comme ceux de demain, à prendre des décisions importantes. C'est ce que le Canada a fait lorsque nos efforts ont mené à la création du G-20, un groupe de pays qui comptent pour 80% de la production économique mondiale et pour environ 65% de la population mondiale. Peu importe l'effort que nous devons consentir pour construire un ordre mondial stable, nous ne pouvons pas laisser ce processus au hasard. La majorité des Canadiennes et des Canadiens qui vivront dans le monde des années 2020 et 2030 sont déjà nés; le monde que nous façonnons aujourd'hui est celui dans lequel ils vivront. Bien faire ne peut attendre.

Un véritable contenu moral,
accompagné d'une obligation
de résultats, est la marque
du Canada à son meilleur



Le troisième défi qui rend l'approche passive insoutenable est une valeur canadienne fondamentale : l'impératif moral de justice. Les leçons de morale vides de sens sont inutiles. Un véritable contenu moral, accompagné d'une obligation de résultats, est la marque du Canada à son meilleur. Si nous pouvons saisir les opportunités que notre ère nous offre, nous pouvons briser le cycle de pauvreté, d'indignité et d'injustice dans lequel vivent trop d'autochtones canadiens. Nous pouvons mettre fin à la transmission égoïste de la dégradation de l'environnement à nos enfants. Nous pouvons lever les barrières qui marginalisent ceux d'entre nous qui vivent avec des handicaps physiques et mentaux. Si nous voulons être fidèles aux meilleures traditions de notre pays, et de l'humanité entière, notre objectif doit être d'offrir des chances égales pour tous.

Ces trois défis peuvent et doivent nous propulser dans un effort conscient de profiter de notre position favorable pour faire le saut vers un changement transformateur.

II. Les objectifs

J'ai parlé des priorités que j'établirai en tant que premier ministre. Elles ont été dessinées sur la toile du changement que je viens de décrire. Et elles se classent en trois grandes catégories – trois impératifs nationaux – qui, je crois, sont primordiales pour notre avenir.

Premièrement, nous devons travailler à renforcer les fondations sociales auxquelles se fient les Canadiennes et les Canadiens.

Cela signifie tenir la promesse de soins de santé universels et de grande qualité. Pour ce faire, nous devons aller encore plus loin que nous l'avons fait dans le passé. Nous devons présenter des résultats mesurables aux Canadiennes et aux Canadiens, comme des listes d'attente plus courtes et un accès plus rapide aux chirurgies et aux services dont les gens ont besoin, au moment où ils en ont besoin. En travaillant en collaboration avec les provinces, nous pouvons et nous devons établir des objectifs pour des temps d'attente maximums, procédure par procédure, basés sur la bonne science, la bonne gestion et l'expérience réelle des patients. Cela signifie aussi relever le défi national de veiller à la santé publique avec une plus grande capacité de surveillance, des approches coordonnées face aux apparitions de maladies et une meilleure exploitation des fonds pour la recherche.

Renforcer nos fondations sociales veut dire des communautés qui peuvent offrir à leurs citoyens des infrastructures fonctionnelles et un engagement infaillible envers l'air pur et l'eau propre. Cela signifie faire des progrès démontrables dans plusieurs domaines où le besoin est urgent :

- faciliter l'apprentissage continu en mettant un accent particulier sur le développement de la petite enfance;
- lutter contre l'itinérance qui détruit des vies et dégrade nos villes;
- s'assurer que nos aînés profitent de la dignité et d'une belle qualité de vie alors que leur nombre et l'espérance de vie continue de croître.



En répondant à ces besoins, nous devons toujours garder à l'esprit une responsabilité additionnelle. Une responsabilité qui fait appel à notre sens des valeurs et à l'essence même de notre pays : celle de mesurer nos progrès par les normes que nous nous donnons pour les moins privilégiés d'entre nous.

UN NOUVEAU PACTE POUR LES MUNICIPALITÉS

Je crois que l'avenir de notre pays réside dans nos communautés, petites et grandes. Dans un monde où les gens peuvent vivre et travailler là où ils le désirent, le succès du pays dépend de la capacité de nos communautés de répondre au désir des gens de prendre racine et d'élever leur famille, d'investir leurs énergies, leurs espoirs, leurs rêves et leurs ambitions. C'est là où les Canadiennes et les Canadiens vivent que les décisions sociales et économiques importantes se prennent, et que l'intérêt national, dans plusieurs de ses aspects, se réalisent ou non.

Nous devons remodeler la politique publique à tous les échelons supérieurs du gouvernement afin qu'elle soit plus conforme aux réalités des défis auxquels nos communautés sont confrontées. Ce remodelage touche plusieurs aspects de la politique publique. La force de nos villes - particulièrement les grandes qui sont le reflet de ce que nous sommes pour ceux qui nous observent dans le monde - est primordiale à notre position concurrentielle dans l'économie mondiale. Nous devons nous concentrer sur le développement commercial de nos grappes industrielles qui se retrouvent autour des communautés urbaines. Par la même occasion, une base sociale solide est essentielle à ce développement avec, par exemple, des espaces verts, des infrastructures intéressantes pour les familles, de l'eau propre, des écoles qui fonctionnent, des rues sécuritaires.

Lier étroitement les politiques économiques et sociales est probablement encore plus important dans les petites communautés et les régions rurales. Les plus petites municipalités peuvent et devraient offrir des opportunités économiques et une excellente qualité de vie aux Canadiennes et aux Canadiens qui choisissent de vivre à l'extérieur des grands centres.

Nos municipalités, petites et grandes, sont confrontées à des défis économiques et sociaux de taille au quotidien. Comment pouvons-nous réussir l'intégration et la sélection des immigrants afin que notre tissu social serve de tremplin aux nouveaux arrivants tout en profitant à la croissance économique ? Comment les populations autochtones qui croissent rapidement peuvent-elles construire des systèmes sociaux solides et s'assurer d'avoir des leviers d'opportunités économiques qui renforce la communauté entière, tout autant pour les autochtones que les non autochtones?

Il y a autant de réponses qu'il y a de Canadiennes et de Canadiens, mais l'une d'entre elles se démarque : les trois paliers de gouvernement doivent travailler ensemble. Cela signifie faire des choix réels, ensemble, dans l'intérêt du Canada. Cela signifie respecter les prérogatives des gouvernements provinciaux. Cela signifie amener les municipalités à la table nationale de prise de décision.



Le deuxième objectif est de construire une véritable économie du 21^{ème} siècle. Cela commence par un engagement renouvelé envers une gestion financière solide : diminuer le ratio de la dette nationale pour conserver nos taux d'intérêt à la baisse, continuer à diminuer les impôts et maintenir la flexibilité dont nous avons besoin pour répondre à l'imprévisibilité de l'économie internationale. Cela signifie toujours conserver une mainmise ferme sur les dépenses gouvernementales. Cela signifie s'engager envers la révision continue des programmes. Cela signifie se concentrer sur les résultats, sur l'amélioration des programmes qui fonctionnent et mettre fin à ceux qui ne fonctionnent pas et qui méritent de s'achever.

Nous devons nous engager envers la recherche de l'excellence, l'augmentation de l'ingéniosité et de la créativité de notre population. Les idées et les découvertes seront la véritable monnaie d'échange du 21^{ème} siècle. Cela signifie que nous devons nous consacrer à nouveau à ajouter plus de valeur et à atteindre

Nous devons nous engager
envers la recherche de
l'excellence, l'augmentation
de l'ingéniosité et de la
créativité de notre population.

un plus grand succès dans les industries qui ont amené le Canada là où il est aujourd'hui. Le Canada doit, de façon prioritaire, faire en sorte que nos entreprises, petites et grandes, soient des chefs de file aujourd'hui dans les technologies transformatrices et habilitantes de demain. Parce que c'est comme cela qu'un pays avec notre petite population, mais avec des forces uniques peut garantir une qualité de vie croissante accompagnée d'emplois de qualité et d'une meilleure rémunération.

Afin d'atteindre nos objectifs économiques, et de nous assurer que le maximum de Canadiennes et de Canadiens partagent les succès qui nous attendent, nous devons nous engager à investir dans le capital humain - l'apprentissage et le savoir. Cela signifie investir les fonds nécessaires et utiliser le système de taxation pour tenir une promesse fondamentale : que toutes les Canadiennes et tous les Canadiens puissent améliorer leurs compétences grâce à l'apprentissage à la condition qu'ils en aient la possibilité.

Notre troisième objectif est de nous assurer que la place du Canada dans le monde en est une d'influence et de fierté. Cela signifie s'adapter à un monde dans lequel notre ami et voisin le plus proche - les États-Unis - a émergé comme la seule super-puissance au monde.

Le partenariat durable qui unit nos deux pays - basé non seulement sur le commerce, mais sur des valeurs partagées - a fait l'objet de tensions récemment. Pour le bien de nos deux pays, nous devons travailler à le confirmer et à le renforcer. Nous devons d'abord s'occuper de la sécurité de notre géographie partagée et de notre frontière commune. La tragédie du 11 septembre 2001 a changé la perspective de l'Amérique pour toujours. Nous devons comprendre cette nouvelle réalité. Le Canada doit être prêt à agir dans notre propre intérêt national et mettre de l'avant notre objectif mutuel d'une Amérique du Nord sûre et sécuritaire.



Nous devons élaborer de façon prioritaire une politique de sécurité pour le Canada. Cela va bien au-delà de la frontière. Une nouvelle politique de sécurité nationale dirigerait et coordonnerait les efforts militaires et non militaires. Elle inclurait la sécurité intérieure, les services de renseignements, la surveillance policière, la garde-côtes, les douanes et les plans d'urgence, le tout concentré sur la protection de notre pays contre les menaces terroristes qui émanent de l'extérieur ou de l'intérieur de nos frontières. Et notre politique doit protéger la souveraineté de toutes les régions de notre pays, incluant nos territoires arctiques et maritimes

Cependant le rôle du Canada dans le monde – et la chance de l'influencer – va bien au-delà de notre relation bilatérale avec les États-Unis. La fin des décennies destructrices de la guerre froide – et le triomphe des idéaux démocratiques pour lesquels nous nous sommes battus ensemble – a certainement créé un monde dans lequel les valeurs et les intérêts vitaux des Canadiennes et des Canadiens sont défendus de façon sécuritaire. Par la même occasion, tous les pays cherchent à adapter leurs politiques à la nouvelle réalité de la stature internationale de l'Amérique. Pour certains, il s'agit d'une préoccupation; pour le Canada, je crois qu'il s'agit d'une opportunité.

Le Canada est à son meilleur lorsque nous exerçons une voix forte et indépendante dans le monde. Un monde devenu plus petit et intégré suscite un changement des règles du jeu. Les problèmes qui autrefois se limitaient à des pays individuels peuvent maintenant s'étendre et nous affecter tous. Dans un siècle, les historiens se demanderont : à quel moment les pays souverains de ce monde ont-ils commencé à mettre en place les structures pour faire en sorte que les forces de la mondialisation bénéficient à tous? Ils se demanderont quel pays a pris la tête de cette mission. C'est là que je crois que le Canada est plus que bien placé pour jouer un rôle de catalyseur.

Au cours des cinq à dix prochaines années, nous serons forcés de modifier profondément la façon dont les pays interagissent. Le Canada doit être bien placé pour jouer pleinement son rôle dans cet effort. C'est ce à quoi les Canadiennes et les Canadiens – et habituellement les personnes intéressées par les affaires internationales – s'attendent. De plus, nous ne pourrons pas réaliser nos ambitions intérieures sans déployer toutes nos habiletés pour faire notre chemin dans le monde qui nous entoure.

C'est en agissant dans ces vastes domaines – renforcer nos fondations sociales, construire une économie du vingt-et-unième siècle, et s'assurer que la place du Canada dans le monde en est une d'influence et de fierté – que nous pourrons le mieux diriger notre destinée et façonner notre avenir.

... Le rôle du Canada dans
le monde va bien au-delà
de notre relation bilatérale
avec les États-Unis.



III. Volonté politique: Leadership et mécanisme démocratique

Les Canadiennes et les Canadiens sont empreints d'une nouvelle confiance à la perspective d'un changement positif, cela à la condition que le leadership soit celui qui convient. Et je crois que ce leadership est mieux exercé par l'entremise de mécanismes démocratiques efficaces. Ceux-ci permettent le dialogue entre les leaders et la population pour créer, au lieu de dissiper, le contexte nécessaire à la réalisation de grandes choses. En fait, le système gouvernemental fédéral doit permettre aux leaders de faire un meilleur travail de direction. Ce qui signifie que nous devons changer les façons de faire les choses à Ottawa.

Marquer l'histoire n'est pas la responsabilité des leaders seulement. Les Canadiennes et les Canadiens doivent être impliqués. C'est après tout dans leur vie que les opportunités seront saisies, que les conséquences de l'échec seront ressenties, que les fruits du succès seront savourés. Mais si les Canadiennes et les Canadiens doivent tirer avantage de cette chance, ils doivent croire que le faire fera une différence.

À notre époque, il est un peu radical de croire que la volonté politique puisse profiter de circonstances historiques pour effectuer un changement transformateur. La sagesse populaire veut que les individus se sentent impuissants devant les courants qui bouleversent notre monde. Certains soutiennent que 31

Nous devons
changer les façons
de faire à Ottawa.

millions de Canadiennes et de Canadiens, repliés dans la moitié nord de l'Amérique du Nord, ont peu à dire sur ces forces ou sur les effets qu'elles auront sur nous. Mais j'affirme que nous avons à la portée de notre contrôle tout ce dont nous avons besoin pour effectuer des changements importants et significatifs dès maintenant. Une économie florissante, des connaissances excellentes, un système de soins de santé qui est présent quand on en a besoin, des communautés plus fortes qui offrent une qualité de vie de haut calibre, et un rôle d'influence et de fierté dans le monde sont à notre portée.

Nous savons qui nous sommes, et nous savons ce que nous devons faire. Mais les Canadiennes et les Canadiens ont vu trop de cas de priorités gouvernementales mal placées, de partisanerie peu judicieuse et de mauvaise gestion. Ils ne sont pas certains si leurs leaders partagent leur enthousiasme et leur ambition. Ils observent, attentivement, pour voir si les gouvernements peuvent se prendre en main. Ainsi - pour que les attentes élevées des Canadiennes et des Canadiens soient remplies - quatre grands changements sont nécessaires.



RÉFORMER LE PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION

Premièrement, la réforme des mécanismes démocratiques désuets à Ottawa est primordiale pour aligner la volonté populaire et la motivation des gouvernements de façon plus productive. Les systèmes de commande et de contrôle peuvent amener de petits changements mais ils sont inadéquats lorsque vient le moment de mobiliser les Canadiennes et les Canadiens pour atteindre des objectifs nationaux majeurs. Si les Canadiennes et les Canadiens se réunissent pour construire une économie du 21^{ème} siècle, renforcer les fondations sociales de la vie canadienne et s'assurer que notre place dans le monde en est une d'influence et de fierté, ils devront sentir qu'ils possèdent ces objectifs et les instruments qui leur permettront de les atteindre. Cela signifie changer la nature de plusieurs relations – celles entre le premier ministre, le Cabinet, les députés de tous les partis, les provinces, nos communautés et les Canadiennes et les Canadiens.

Le système actuel n'est pas suffisamment bon. À Ottawa, les députés du gouvernement sont déchirés entre leur désir de servir leurs commettants et les intérêts de leurs communautés d'une part, et l'insistance sur une loyauté et une discipline stricte qui émane du « centre », soit du premier ministre et du Cabinet, d'autre part. Les députés de l'opposition sont déchirés de façon similaire; la demande pour la discipline de parti et l'opposition machinale à tout ce que fait le gouvernement les empêchent trop souvent de parler clairement au nom de leurs électeurs. En fait, les systèmes de commande et de contrôle de l'autorité centralisée à Ottawa a relégué les opinions des citoyens au rang des spectateurs. Trop de Canadiennes et de Canadiens en sont ainsi venus à considérer leur député comme un représentant d'Ottawa dans leur circonscription au lieu d'un représentant de leur circonscription à Ottawa. Il faut que cela change.

... leur député tendre à
représenter Ottawa dans
leur circonscription au lieu
de représenter leur
circonscription à Ottawa.

Comme résultante de cette dynamique, lorsque les Canadiennes et les Canadiens veulent s'exprimer et promouvoir les intérêts de la région dans laquelle ils vivent, ils tournent souvent le dos au Parlement et, ce faisant, tournent le dos à l'utilisation du gouvernement fédéral lui-même comme un endroit pour promouvoir leurs intérêts. Dans ce scénario, les citoyens en viennent à considérer leurs gouvernements provinciaux comme étant les seuls véhicules pour exprimer et répondre aux préoccupations régionales. Malheureusement, cela amène les batailles fédérale-provinciales à être le principal forum dans lequel les régions du pays s'expriment. Une des raisons qui justifie la réforme du Parlement est d'amener les préoccupations et les questions régionales au cœur même du gouvernement national.



J'ai discuté de la question d'une réforme parlementaire en détails et expliqué clairement mes plans à l'automne 2002 et lors de mes rencontres avec des Canadiennes et des Canadiens avant et après cette date. J'entends assouplir les liens de la discipline de parti lors de votes sur la plupart des projets de loi. Je vais rehausser le rôle des comités – où le travail non partisan peut être accompli sur la Colline parlementaire. Ces réformes et autres, seront réalisées.

L'objectif d'une réforme parlementaire n'est pas tant de faire en sorte qu'Ottawa fonctionne mieux, comme d'impliquer à nouveau les Canadiennes et les Canadiens dans la politique nationale. La population ne s'intéressera au Parlement que dans la mesure où le Parlement est l'endroit où se prennent les véritables décisions. Je crois que remettre plus de responsabilités dans les mains des députés encouragera davantage la population à participer à l'élaboration de la législation par l'entremise de mécanismes aussi traditionnels que des assemblées publiques et d'autres aussi nouveaux que des consultations virtuelles sur le Web. Notre ambition nationale est de retrouver un Canada où la population choisi d'être fondamentalement engagée.

RESSERRER LA RESPONSABILITÉ GOUVERNEMENTALE

Deuxièmement, l'engagement citoyen doit reposer sur les piliers de la responsabilité gouvernementale. Les Canadiennes et les Canadiens doivent être assurés que leur gouvernement agit de façon ouverte, honnête et transparente.

C'est pourquoi je me suis engagé à établir un poste de commissaire à l'éthique indépendant se rapportant à la Chambre des communes.

La responsabilité financière est au cœur de la responsabilité gouvernementale. C'est pourquoi nous devons développer et mettre en oeuvre des contrôles financiers plus stricts et des procédures plus serrées pour nous assurer que les dépenses gouvernementales sont conformes aux règles. La révision des programmes doit se faire de façon continue. Il ne doit pas s'agir d'un événement ponctuel.

Avec ces mesures, je crois que nous pouvons offrir aux Canadiennes et aux Canadiens l'assurance dont ils ont besoin à l'effet que le gouvernement qui cherche à diriger le pays est au service de la population, non de lui-même.

COLLABORER AVEC LES AUTRES GOUVERNEMENTS

Le rôle du gouvernement du Canada est de représenter l'intérêt national. Pour le faire efficacement, un troisième changement est nécessaire : une meilleure relation avec ses partenaires dans la gouvernance du Canada. Le gouvernement fédéral doit travailler de plus près avec les gouvernements provinciaux et municipaux (ces derniers sont bien sûr sujets aux compétences provinciales) s'il doit progresser vers ses objectifs avoués. Cela ne peut se faire dans le cadre de rencontres irrégulières ou peu fréquentes qui sont perçues davantage comme des pourparlers de cessez-le-feu que des séances de travail sur les problèmes et les aspirations du Canada. Nous avons besoin d'avoir plus de contacts, plus fréquemment et moins



formellement, entre les trois niveaux de gouvernement qui sont au service des Canadiennes et des Canadiens et qui veulent simplement que les choses se fassent.

Une collaboration plus étroite sera absolument essentielle au succès de chacun des gouvernements de ce pays et à notre réussite à saisir les chances qui se présentent à nous. Une nouvelle époque nécessite de nouvelles approches. Les Canadiennes et les Canadiens ont depuis longtemps perdu patience face à la politique du blâme intergouvernemental. Ils s'attendent à de la collaboration, non seulement pour ce qu'elle est, mais pour obtenir les résultats qu'ils réclament. Le processus du « donnant-donnant » ne parviendra pas à satisfaire tout le monde – mais je crois que c'est essentiel pour montrer aux Canadiennes et aux Canadiens que le système peut fonctionner.

L'IMPÉRATIF DU LEADERSHIP

Ce qui reste, enfin, c'est le besoin d'un leadership. À notre époque, le leadership doit être puissant mais collaborateur, ouvert mais déterminé. Cela signifie travailler avec la population pour établir des objectifs, les énoncer clairement, rallier le pays pour travailler sur la façon de les réaliser. Les choses n'ont pas toujours été faites comme cela. Mais c'est comme cela qu'elles doivent être faites, et c'est comme cela que je les ferai.

Certains suggèrent que ces réformes de nos systèmes démocratiques embourberont la prise de décision et entraveront ainsi l'habileté du gouvernement à diriger. J'estime qu'impliquer les Canadiennes et les Canadiens dans la gouvernance rehaussera le gouvernement fédéral de façon incommensurable de même que notre habileté à obtenir des résultats.

IV. La politique de la réussite

Je crois que les plus grandes années du Canada sont celles au cours desquelles nous avons réalisé des changements significatifs à l'échelle nationale. Ces changements comprennent : la construction d'un chemin de fer transcontinental, la mobilisation pour la victoire lors de la Seconde guerre mondiale et la reconstruction qui a suivi; la création de notre tissu social et de notre système de santé; l'adoption de la Charte des droits et des libertés; et la lutte des Canadiennes et des Canadiens contre le déficit.

Les grandes réalisations de notre temps seront le renforcement des fondations sociales de la vie canadienne; la construction d'une économie du vingt-et-unième siècle; et l'assurance que la place du Canada dans le monde en est une d'influence et de fierté. Atteindre ces objectifs a une valeur intrinsèque, mais c'est aussi le meilleur moyen de satisfaire l'exigence de base pour le gouvernement fédéral : s'assurer du développement continu du projet canadien – ce qui constitue notre unité nationale et notre souveraineté au sein du concert des nations.



SURMONTER LES BARRIÈRES POLITIQUES

Mettre en œuvre un plan national peut poser certains problèmes dans un pays comme le Canada. Les compétences et les responsabilités doivent être respectées, mais comment aller de l'avant ?

Je crois que le désir des Canadiennes et des Canadiens d'obtenir des résultats dans ces domaines ouvrira la porte fermée depuis trop longtemps. Les Canadiennes et les Canadiens n'ont plus de patience pour les querelles fédérale-provinciales. Nous devons continuer à élaborer des solutions à long terme qui répondent aux demandes des Canadiennes et des Canadiens à l'égard d'un changement positif et pratique dans ces domaines.

Je demanderai un mandat aux Canadiennes et aux Canadiens pour mettre en œuvre ces idées en collaboration avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux.

Ce nouvel impératif de collaboration amènera une multitude de changements dans la façon dont les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux travaillent ensemble. Par exemple, le gouvernement fédéral devra présenter aux provinces et aux villes les choix difficiles auxquels il est confronté cause de leurs priorités souvent en concurrence, et les encourager à réconcilier leurs préoccupations particulières avec l'intérêt national. Inversement, les municipalités et les provinces s'attendent à ce que le gouvernement fédéral comprenne et appuie leurs intérêts, ce qui sera plus facile à réaliser dans un Parlement réformé. Mais des mandats solides, des contacts intergouvernementaux plus étroits et un changement d'attitude à Ottawa, dans les provinces et territoires forgeront la collaboration qui est nécessaire pour réussir de façon significative.

Certains croient que l'affirmation de notre projet national est mieux assurée par l'entremise d'exercices formels de redistribution des pouvoirs gouvernementaux et de l'affirmation de la souveraineté nationale en se refermant sur nous-mêmes et en excluant le reste du monde. Je crois cependant que la meilleure façon d'assurer le développement du projet canadien est d'amener notre pays à réaliser de grandes choses. Pour comprendre comment ce processus fonctionne, observons notre système de santé à payeur unique. La grande vertu du système de santé national se trouve dans les avantages pratiques qu'il offre à toutes les Canadiennes et à tous les Canadiens. Il sert aussi de dépositaire des valeurs canadiennes et apporte ainsi quelques bienfaits à notre sentiment d'identité nationale. C'est la réussite qui a construit l'intégrité nationale - beaucoup plus que le contraire. Ainsi, lorsqu'une politique de la réussite est entreprise, la mission principale du gouvernement, qui est de promouvoir notre progrès en tant que pays, s'aligne de la façon la plus productive et de plus près avec les intérêts des Canadiennes et des Canadiens.



Le Canada est à son meilleur lorsqu'en tant que pays il cherche à atteindre de grands objectifs. Nos réussites ont le mieux nourri notre projet national. Lorsque nous ne cherchons pas à atteindre nos grands objectifs - lorsque nous tournons le dos à la politique de la réussite - nous courons le risque que notre pays demeure une chose chérie, bonne et importante sans doute mais éloignée de la réalité vécue par les Canadiennes et les Canadiens. Un sentiment devient presque palpable à travers le tout territoire : le gouvernement national devient moins pertinent. Nous ne pouvons pas laisser ce processus s'installer.

Renouveler l'ambition du Canada. Relever les défis qui comptent vraiment. Changer les façons de faire les choses à Ottawa. Changer le comportement de nos leaders. Ces initiatives nous amènent vers une nouvelle politique de réussite nationale. Nous devons affirmer la pertinence du gouvernement national - la pertinence et l'intégrité de notre communauté nationale elle-même - par la réussite à l'échelle nationale. Alors que le Canada célébrera son 150ième anniversaire, cette politique de la réussite est un moyen pour permettre aux Canadiennes et aux Canadiens d'atteindre leurs objectifs les plus élevés et d'affirmer à nouveau la valeur et la signification du Canada lui-même.

Le Canada est à son meilleur lorsqu'il cherche à atteindre de grands objectifs.

V. Conclusion

J'ai confiance que ces idées peuvent et gagneront l'appui des Canadiennes et des Canadiens. J'invite toute la population canadienne à se joindre à moi dans l'extraordinaire travail de réaliser les ambitions de ce pays, de marquer l'histoire. Je vous invite à vous joindre à moi par l'entremise de nos institutions démocratiques réformées, que ce soit en participant à l'élaboration et à la livraison des politiques et des programmes, en assistant à une assemblée publique tenue par votre député et en vous y exprimant, en faisant du bénévolat pour un organisme communautaire ou par tout autre moyen que vous jugerez bon. Nous devons tous nous engager à nouveau, nous impliquer à nouveau et faire ensemble la différence.

Un moment de créativité nationale et de progrès extraordinaire est à notre portée. Les récompenses valent d'être saisies : renforcer les fondations sociales de la vie canadienne, construire une véritable économie du 21ième siècle, et nous assurer que la place du Canada dans le monde en est une d'influence et de fierté. En effectuant les bons changements au système politique, nous pouvons transformer la nouvelle confiance des Canadiennes et des Canadiens dans l'atteinte de ces objectifs. Et, avec le bon leadership, les éléments seront rassemblés en ce pont que nous traverserons ensemble pour entrer dans un avenir plus brillant.



Je crois passionnément que nous vivons une période aux perspectives extraordinaires que les Canadiennes et les Canadiens nous demandent de saisir. Le temps pour les leaders d'adopter une nouvelle approche pour construire le Canada est venu. Une approche fondée sur nos ambitions nationales. Une approche qui rassemble et guide, au lieu de contrôler, l'impulsion démocratique et la volonté nationale des Canadiennes et des Canadiens. Une approche qui construit le projet canadien, sans pour autant diminuer les provinces ou leurs identités particulières, sans rejeter le monde extérieur, mais en faisant du Canada, l'endroit où les Canadiennes et les Canadiens créent une vie, un avenir et un monde meilleurs. Une approche qui relèvera les grands défis, ceux qui comptent vraiment, en changeant les façons de faire les choses à Ottawa. Avec le bon leadership, nous pouvons avoir des fondations sociales plus solides, une économie du vingt-et-unième siècle et une place d'influence et de fierté pour le Canada dans le monde. Ce faisant, nous pouvons montrer au monde et à nous-mêmes qu'une fois encore, le Canada peut marquer l'histoire.

